
Bernard Porter

Paul Michael Kielstra, *The Politics of Slave Trade Suppression in Britain and France, 1814-48. Diplomacy, Morality and Economics*, Londres, Macmillan, 2000, XIV + 338 p.

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Bernard Porter, « Paul Michael Kielstra, *The Politics of Slave Trade Suppression in Britain and France, 1814-48. Diplomacy, Morality and Economics*, Londres, Macmillan, 2000, XIV + 338 p. », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 26-27 | 2003, mis en ligne le 23 juin 2005, Consulté le 04 février 2012. URL : <http://rh19.revues.org/index771.html>

Éditeur : Société d'histoire de la révolution de 1848
<http://rh19.revues.org>
<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://rh19.revues.org/index771.html>

Document généré automatiquement le 04 février 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Tous droits réservés

Bernard Porter

Paul Michael Kielstra, *The Politics of Slave Trade Suppression in Britain and France, 1814-48. Diplomacy, Morality and Economics*, Londres, Macmillan, 2000, XIV + 338 p.

Pagination de l'édition papier : p. 394-397

- 1 Au début du XIX^e siècle, la grande majorité de l'opinion publique britannique en était venue à penser que le commerce d'esclaves sur l'Atlantique était le plus grand mal connu de Dieu ou de l'homme. Ce commerce était bien sûr une entreprise diabolique, mais cela n'explique pas vraiment pourquoi les gens se concentraient sur cette horreur en particulier, à l'exclusion de presque toutes les autres de cette époque ; ni pourquoi, pour reprendre les mots de Palmerston, « c'est l'Angleterre qui, seule, éprouv[ait] un sentiment profond et sincère sur cette question ». Assurément, la France ne s'y intéressait pas. La Grande-Bretagne ayant aboli ce commerce en 1807, les abolitionnistes anglais exigèrent que les autres pays en fissent autant. Autrement, l'interdiction ne se justifiait guère : d'autres pays reprendraient simplement la part du Royaume-Uni dans ce commerce. Comme les marchands français étaient désormais les transporteurs d'esclaves les plus importants, c'est d'abord contre eux que l'on se tourna. La défaite de la France dans les guerres napoléoniennes semblait la laisser prête à céder. La Grande-Bretagne pouvait demander que l'abolition fît partie du règlement d'après-guerre. Certains anti-esclavagistes – pour la plupart des hommes aux fortes convictions religieuses – pensaient que c'était cela qui avait conduit Dieu à donner la victoire aux Britanniques. Cependant, cela rendait difficile aux Français d'accepter. Personne n'aime que la moralité lui soit imposée, en particulier par un ennemi ancien et honni. D'où les faux-fuyants initiaux de la France sur cette question, et les soupçons qui furent ressassés pour les justifier : la philanthropie dont se targuait la Grande-Bretagne avait un but inavoué – ruiner le commerce de la France, par exemple, s'emparer de ses colonies, et monopoliser les mers. Quand Guizot essaya une fois de persuader la Chambre des Députés de la sincérité des motivations britanniques, il se heurta à une « hilarité prolongée », nous dit-on. De leur côté, les Britanniques voyaient chez les Français une certaine goût pour les cruautés du commerce d'esclaves (l'amour du combat de coqs était censé corroborer cela). Pour l'essentiel, les deux types de soupçons étaient infondés. Mais ils contribuèrent à la méfiance réciproque qui empoisonna les relations franco-britanniques à cette époque et, comme le monstre Paul Kielstra, bien au-delà.
- 2 On observait surtout cette méfiance dans les milieux populaires, plutôt que dans les élites diplomatiques. Du côté français, affirme Kielstra de façon discutable, « contrairement à ce qu'il serait rassurant de penser, si le progrès de la cause de l'humanité posait problème, ce n'était guère au gouvernement, et en partie seulement aux milieux d'affaires. La population dans son ensemble, ou du moins ceux qui avaient de l'influence politique, étaient la clé du problème ». Pour beaucoup de Français, le fait que la Grande-Bretagne avait proposé quelque chose était une raison suffisante pour la rejeter (le Vatican avait apparemment la même difficulté avec les demandes de déclarations anti-esclavagistes en provenance d'un État protestant). De l'autre côté, c'était le lobby britannique contre le commerce d'esclaves qui était le plus virulent contre les Français. Cela pouvait être improductif. Par exemple, peu de propagandistes anglais voyaient l'intérêt qu'il y avait à persuader les Français qu'on pouvait aussi trouver des racines à l'opposition au commerce d'esclaves dans leurs propres traditions de liberté. En revanche, ils inondaient le pays d'opuscules britanniques, dont l'objet

était surtout de satisfaire l'*amour propre* des Anglais, et qui étaient traduits dans un français exécrable. Ils semblaient également arrogants quand ils revendiquaient le droit pour la marine anglaise d'intercepter et de fouiller les bâtiments de commerce français (et vice-versa) ; quand ce fut finalement accepté et conclu entre les deux pays, en 1833, cela conduisit à toutes les irritations que les Français avaient prédites : des rapports de matelots britanniques ivres maltraitant des marins français innocents, par exemple. Les hommes d'État des deux côtés de la Manche, à quelques exceptions (Thiers, et le populiste sans vergogne Palmerston) comprenaient mieux ces problèmes, et cherchaient à négocier autour d'eux. Cela les faisait condamner pour défaut de patriotisme (en France) ou de principes (en Grande-Bretagne), mais c'était une manière plus efficace de parvenir au but ultime de l'abolition du commerce d'esclaves. Cela évita également la guerre dont Kielstra pense qu'elle aurait pu éclater sur cette question à un moment. Ses grands héros ici sont Talleyrand et Castlereagh pour le début, et Aberdeen et Guizot dans les années 1840 : des hommes d'État dont on pourrait dire – Kielstra ne fait que le suggérer – que leur capacité à s'élever au-dessus des vils préjugés de leurs compatriotes justifiait la nature fort peu démocratique de l'élaboration de la politique étrangère dans les deux pays à cette époque.

- 3 Ce livre est le récit assez extraordinaire de cette période de la diplomatie franco-britannique, dans la première moitié du XIX^e siècle, fondé sur des recherches vastes et approfondies menées à Londres, Paris et ailleurs, précis sur le contexte politique intérieur des deux côtés, et écrit avec élégance, avec de belles métaphores (en particulier une récurrente sur le thème de la « danse »), des tournures de phrase claires, des citations pertinentes, et même des plaisanteries. La lecture de certaines des citations peut être désagréable à la fois pour des lecteurs français et pour des lecteurs britanniques, mais c'est ainsi qu'il doit en être. Le livre manque de *profondeur* dans la description du contexte, par exemple dans l'analyse des facteurs sociaux et idéologiques fondamentaux qui ont divisé les opinions française et britannique sur cette question ; mais cela est peut-être dû à sa gestation, celle d'une thèse de doctorat. Par ailleurs, il n'a aucun des défauts propres à ce genre. Kielstra laisse à d'autres le soin de déterminer la signification plus large de son sujet. Il a sans aucun doute raison d'émettre l'hypothèse que le commerce des esclaves a peut-être été une question plus importante entre la Grande-Bretagne et la France au début du XIX^e siècle que la plupart des historiens des relations internationales l'ont pensé. Elle a certainement absorbé une bonne partie du temps des ministres des affaires étrangères. Elle a aussi beaucoup contribué à façonner la perception que chaque pays avait de lui-même, et de l'autre, dans les années qui ont suivi. C'est en particulier le cas de la Grande-Bretagne, dont le rôle dans le mouvement d'ensemble contre l'esclavage a effacé toute mémoire de son implication antérieure dans le commerce d'esclaves, et cela a contribué à son sens de supériorité morale sur d'autres pays, comme la France. Cela n'est jamais sain (voir les États-Unis aujourd'hui). Kielstra pense aussi que les questions soulevées par cette controverse sur le commerce d'esclaves ont un écho aujourd'hui, par exemple dans les débats sur les « droits de l'homme universels » opposés aux normes culturelles locales. Si son livre avait été écrit après le « 11 septembre », il aurait trouvé d'autres parallèles. En dehors de cela, cependant, *The Politics of Slave Trade Suppression* est précieux, utile, salutaire simplement comme livre d'histoire, car il offre une perspective nouvelle et considérablement éclairante pour aborder une des inimitiés les plus durables, et une des plus regrettables des temps modernes.

Pour citer cet article

Référence électronique

Bernard Porter, « Paul Michael Kielstra, *The Politics of Slave Trade Suppression in Britain and France, 1814-48. Diplomacy, Morality and Economics*, Londres, Macmillan, 2000, XIV + 338 p. », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 26-27 | 2003, mis en ligne le 23 juin 2005, Consulté le 04 février 2012. URL : <http://rh19.revues.org/index771.html>

Référence papier

Bernard Porter, « Paul Michael Kielstra, *The Politics of Slave Trade Suppression in Britain and France, 1814-48. Diplomacy, Morality and Economics*, Londres, Macmillan, 2000, XIV + 338 p. », *Revue d'histoire du XIXe siècle*, 26-27 | 2003, 394-397.

À propos de l'auteur

Bernard Porter

University of Newcastle-upon-Tyne (Royaume-Uni) ; traduit de l'anglais par Fabrice Bensimon.

Droits d'auteur

Tous droits réservés

Licence portant sur le document : Tous droits réservés